

Ukraine : « Tchernobyl n'est pas sous contrôle, elle est prise en otage »

PAR JADE LINDGAARD

ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 13 MARS 2022



Image satellite datant du 11 mars du site de la centrale nucléaire de Tchernobyl occupé par l'armée russe. © EyePress News / EyePress via AFP

Pour la première fois de l'histoire, des centrales nucléaires subissent des tirs à l'arme lourde. Depuis l'Ukraine, des experts appellent l'OTAN à interdire le survol du territoire pour empêcher le bombardement de ces installations. Mais est-il possible de sécuriser un réacteur atomique en temps de guerre ?

Deux hommes en tenue de combat observent un écran de contrôle de vidéosurveillance. À droite, une veste de treillis kaki sur laquelle est cousu un écusson du drapeau ukrainien. À gauche, un soldat casqué et cagoulé de noir, en position dominante, une arme posée sur les genoux.

Ce sont des images de propagande tournées par le ministère russe de la défense – et diffusées notamment sur le site du *South China Morning Post*. Elles sont supposées représenter la collaboration entre les troupes occupantes et le personnel de la centrale de Tchernobyl, sur la commune de Prypiat, au nord de l'Ukraine. Un soldat russe y explique que «*la centrale est sous contrôle*» : «*Nous la surveillons ensemble avec la garde nationale ukrainienne.*»

Mais «*c'est faux, Tchernobyl n'est pas sous contrôle, elle est prise en otage*», réagit Vitalii Demianiuk, ingénieur en physique et président d'une société ukrainienne spécialisée en nucléaire, **NT Engineering**. «*Dans notre industrie, le terme de "contrôle" a une signification professionnelle et précise. Cela veut dire que vous comprenez ce qui se*

passer sur un site et que la sûreté est assurée. Ce n'est pas le cas à Tchernobyl aujourd'hui, qui est une boîte noire pour le monde extérieur.»

L'armée russe a pris possession de la centrale de Tchernobyl le 25 février, au lendemain du début de son invasion de l'Ukraine. Le même jour, l'agence d'État de régulation ukrainienne (SNRIU) avait alerté sur un dépassement des seuils de contrôle de la radioactivité dans la zone d'exclusion entourant la centrale nucléaire de Tchernobyl, à 110 km au nord de Kyiv (Kiev en russe), la capitale. Depuis, le site **a perdu son alimentation électrique**, impossible à réparer en raison des combats, selon le gouvernement ukrainien.



Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), la coupure du système électrique ne crée pas d'«*impact critique pour la sûreté*». Mais pour Vitalii Demianiuk, «*la situation est très dangereuse car si vous perdez le contrôle d'une centrale nucléaire, cela crée un risque de sûreté. Une centrale nucléaire, ce n'est pas comme une usine de sucre ou de voitures*». La «*prise en otage*» de Tchernobyl par les Russes relève, à ses yeux, d'un «*terrorisme nucléaire*». Des générateurs de secours Diesel ne disposaient que de 48 heures de capacité de production d'électricité, a fait savoir, le 9 mars, le gouvernement ukrainien.

Or, la centrale était en cours de démantèlement quand les Russes l'ont envahie. De ce fait, toute une série d'opérations doivent être maintenues, notamment le refroidissement des combustibles d'uranium usagés et la gestion de déchets radioactifs stockés dans la zone d'exclusion de la centrale. Environ 20000 assemblages de combustibles sont stockés dans des «*piscines*» servant à les refroidir. Et plus de 20000 m³ de déchets solides et liquides sont par ailleurs entreposés sur le site de la centrale, selon l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire). Le réacteur

qui avait fondu lors du grave accident de 1986 se trouve sous une arche de confinement de 100mètres de haut dont l'air doit être constamment mesuré et contrôlé. *«Ce n'est pas Fukushima, la situation n'est pas alarmante. Mais pour combien de temps?»*, s'interroge Olexi Pasyuk, directeur adjoint de l'ONG écologiste ukrainienne **Ecoaction**, habituellement basée à Kyiv.

Les deux cents personnes environ qui travaillent sur le site n'ont pas pu être remplacées depuis le 25février. Elles dorment et mangent sur place, sous la pression de l'occupation militaire russe. *«Pour travailler correctement, tout le monde a besoin de paix, même les travailleurs de McDo»*, remarque Vitalii Demianiuk. *«Il est urgent de trouver le moyen de fournir de l'électricité à Tchernobyl»*, insiste Nataliya Katser Buchkovska, qui a siégé au Parlement ukrainien entre 2014 et 2019, où elle fut membre de la commission sur l'énergie.

Jeudi 10 mars, dans la soirée, un centre de recherche nucléaire, l'Institut de physique et de technologie de Kharkiv, à l'est du pays, a subi une attaque aérienne russe, selon le Parlement ukrainien. Sur ce site se trouve un réacteur expérimental à neutrons.

Les dégâts seraient superficiels, selon les premières informations disponibles. Ce site avait **déjà subi une attaque** quelques jours auparavant, endommageant un certain nombre d'équipements et de bâtiments. Quant à l'énorme centrale de Zaporijia, au sud du pays, la plus grosse d'Europe avec ses six réacteurs nucléaires, elle connaît toujours une situation tendue et instable six jours après sa prise par l'armée russe.

« Dans l'histoire de l'énergie nucléaire, il n'y a eu aucun cas où des centrales nucléaires ont subi des tirs depuis des armes lourdes, explique Olga Kosharnaya, experte en nucléaire de l'ONG Société ukrainienne du nucléaire. La Fédération de Russie a violé l'article2 de la convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, l'article7 de la convention pour la protection des matières nucléaires et l'article1 de la convention

internationale contre la prise d'otages.» Avec les autres personnes jointes par Mediapart, elle souhaite que la Cour pénal international soit saisie.

À ses yeux, même si *«les centrales nucléaires ukrainiennes disposent d'un système de protection physique conformément à la convention sur la protection physique des matières nucléaires, et que près de chaque centrale se trouvent des installations de défense antiaérienne, la Russie violera toutes ses obligations internationales et se battra sans règles. À cet égard, l'Ukraine ne peut garantir la sécurité des installations nucléaires sur son territoire.»*

Est-il possible de garantir la sûreté des installations nucléaires ukrainiennes face à l'attaque de la Russie? *«À l'heure actuelle, le plus important serait que l'OTAN empêche les bombardements des centrales nucléaires en interdisant le survol du territoire [les «no fly zones» réclamées par l'Ukraine–ndlr]»,* considère Nataliya Katser-Buchkovska.

Autre besoin urgent: *«renforcer la protection au sol des centrales»*, afin d'empêcher les tirs à l'artillerie lourde, de tanks et de roquettes, ajoutée-elle. Et obtenir le retrait de l'armée russe des installations nucléaires ukrainiennes. *«La protection des centrales nucléaires n'est pas qu'une question pour l'Ukraine, car la radiation ne connaît pas de frontières.»* Pour l'ancienne députée, *«il faut que l'OTAN et l'Union européenne fassent comprendre à la Russie qu'attaquer les centrales nucléaires en Ukraine est un acte de terrorisme nucléaire et devrait être considéré comme l'équivalent d'une entrée en guerre nucléaire».*

Plus précisément, Olga Kosharnaya considère que *«l'UE, les États-Unis et le Canada devraient imposer des sanctions économiques à Rosatom et à toutes ses divisions impliquées dans l'exportation de la technologie des réacteurs, du combustible neuf, des équipements pour les centrales nucléaires et de la construction de centrales nucléaires à l'étranger».* Et demande que la Russie et ses entreprises soient exclues de toutes les associations nucléaires internationales.

Pour Olexi Pasyuk, de l'ONG Ecoaction, «*il faudrait que les experts qui représentent la Russie au sein de l'Agence internationale de l'énergie atomique alertent leur gouvernement sur le danger que représentent des centrales nucléaires dans un pays en guerre. Ensuite, il faudrait que les autres États membres, à commencer par l'Inde, soient plus actifs et plus explicites dans leur expression. Ils ne disent pas assez fort que cette situation est inacceptable*». De son côté, Vitalii Demianiuk estime que, au minimum, il faudrait garantir l'accès d'une mission internationale et d'expert-es ukrainien-nes à Tchernobyl ainsi qu'à Zaporijia. Car «*la Russie peut voler du combustible nucléaire usagé de la zone d'exclusion du site de Tchernobyl et créer une bombe sale, accusant l'Ukraine de sa création et réalisant une vidéo de propagande*», s'inquiète Olga Kosharnaya. Elle craint aussi la saisie par les Russes d'assemblages de combustibles, fabriqués par la société américaine Westinghouse dans les unités ukrainiennes, pour en étudier le savoir-faire et en reproduire les solutions techniques pour leur propre industrie.

Lors de son assaut par les militaires, un bâtiment de la centrale de Zaporijia, dédié à la formation, a été la cible de tirs d'artillerie et a pris feu, dans la nuit du 3 au 4 mars. Des locaux ont été endommagés et des munitions non explosées ont été retrouvées. L'unité n°1 – sur six réacteurs au total – est aujourd'hui en cours de réparation mais les travaux avancent lentement, car «*il est actuellement impossible de livrer les pièces de rechange, l'équipement et le personnel spécialisé nécessaires sur le site*», **explique le régulateur ukrainien**. Les travaux du réacteur 6 sont eux aussi retardés par le manque de personnel et d'équipement de réparation.

«*La mise en œuvre incomplète et/ou intempestive des mesures d'entretien et de réparation des équipements importants pour la sécurité peut entraîner une diminution de sa fiabilité, ce qui peut générer des pannes de ces équipements, des urgences et des accidents*», alerte l'autorité de sûreté ukrainienne.

Par ailleurs, la présence d'explosifs sur le site, dont certains ne se sont pas déclenchés, «*constitue une menace directe pour la sécurité non seulement du personnel mais aussi de la centrale nucléaire dans son ensemble*». Les informations sur l'état des radiations en temps réel ne sont plus accessibles au public. Il n'existe actuellement aucune surveillance indépendante de la sûreté nucléaire et radiologique sur le site de la centrale.

Les autres centrales nucléaires du pays semblaient, en fin d'après-midi du 11 mars, fonctionner correctement, selon les informations disponibles. Mais «*absolument tous les sites de centrales nucléaires peuvent être attaqués par les forces armées russes*», selon Olga Kosharnaya, de l'ONG Société ukrainienne du nucléaire.

Les combats menacent-ils l'approvisionnement des Ukrainien-nes en électricité? À Zaporijia, les Russes ont remis un réacteur en marche, pour répondre à la demande d'électricité, après avoir dans un premier temps fermé deux des trois réacteurs en activité. «*Une bonne partie du réseau d'électricité est hors d'état de marche en raison des attaques de l'occupant*», décrit Nataliya Katser-Buchkovska. Son instabilité et son manque de flexibilité pourraient causer des coupures d'électricité qui déstabiliseraient les infrastructures de transport, les hôpitaux et les moyens de communication.

La meilleure manière de protéger le réseau d'électricité serait de le relier au système européen de transport de courant électrique ENTSO-E, précise Olexi Pasyuk. Un sujet moins visible que les «*no fly zones*» mais qui pourrait s'avérer déterminant pour le quotidien des habitant-es.

Boîte noire

Toutes les personnes citées dans cet article ont été jointes par WhatsApp ou par mail depuis l'Ukraine. Elles ont répondu en anglais et en russe aux questions de Mediapart. L'AIEA n'a pas répondu aux questions envoyées jeudi 10 mars.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.